



**HAL**  
open science

# Les conditions de production d'une problématique du risque en contexte de transformation structurelle : le cas des villes post-socialistes (Pologne)

Lydia Coudroy de Lille

## ► To cite this version:

Lydia Coudroy de Lille. Les conditions de production d'une problématique du risque en contexte de transformation structurelle : le cas des villes post-socialistes (Pologne). Thierry Coanus, Jacques Comby, François Duchêne, Emmanuel Martinais. Risques et territoires. Interroger et comprendre la dimension locale de quelques risques contemporains, Lavoisier, pp.204-218, 2010. halshs-00739304

**HAL Id: halshs-00739304**

**<https://shs.hal.science/halshs-00739304>**

Submitted on 7 Oct 2012

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Les conditions de production d'une problématique du risque en contexte de transformation structurelle : le cas des villes post-socialistes (Pologne)

## Plan du texte

Les conditions de production d'une problématique du risque en contexte de transformation structurelle : le cas des villes post-socialistes (Pologne).....	1
Introduction .....	1
I-L'émergence d'un questionnement sur les risques en Pologne : du déni à l'injonction écologique .....	2
I.1.La question environnementale sous le communisme.....	3
L'absence du regard géographique .....	3
Représentations du risque écologique : une impossible formulation.....	3
I.2.Un tournant dans les années 1980.....	4
I.3.Les années 1990-2000 : l'"injonction écologique" et ses ambiguïtés.....	5
<i>Un "souci" écologique diffus.....</i>	5
<i>Intégration européenne et politique environnementale .....</i>	5
<i>Les "zones à risques" : le diagnostic géographique .....</i>	5
<i>La restructuration du champ politique et la prise en charge de la question environnementale au niveau local.....</i>	6
II. Positionnement de la problématique du risque en contexte de métropolisation : Varsovie..	6
II.1.Expertise géographique et aménagement : une approche des risques au service d'un destin métropolitain.....	7
<i>La représentation des risques à travers l'expertise géographique .....</i>	7
<i>Risques et menaces dans le plan d'aménagement de 1998.....</i>	7
<i>Les risques sanitaires et techniques à Varsovie.....</i>	8
II.2.Pratiques et représentations urbaines autour des risque : une société en quête d'"écologie urbaine" et de sécurité .....	9
II.3.L'impossible gestion des risques face aux stratégies territoriales.....	10
Conclusion : le territoire et ses risques, entre représentations collectives et stratégies sociales .....	11
BIBLIOGRAPHIE .....	12

## Introduction

L'inventaire "scientifique" des risques (définis comme les probabilités de dangers pesant sur un territoire) peut difficilement se passer d'un questionnement sur la production de cette présentation scientifique – on parlera alors de représentation pour mieux marquer la distance critique inhérente à cette approche. De plus, le discours scientifique est loin d'avoir l'exclusivité sur les représentations des risques attribués à un territoire : les medias, les acteurs politiques y participent tout autant. Ces différentes représentations contribuent à forger des perceptions du risque auprès des populations potentiellement concernées ; il est

alors possible de cerner des pratiques spatiales liées à cette perception. Les réponses apportées par les acteurs publics ou privés ne sont pas sans effets sur les représentations des risques. Ainsi, en plaçant la question de la représentation des risques au cœur même de leur définition, on suivra la démarche proposée par Antoine S.Bailly : “La géographie du risque, en se consacrant aux images du risque, à sa valorisation sociale, à ses dynamiques et à ses conséquences, l’étudie de façon globale à la fois dans sa représentation et sa gestion territoriale<sup>1</sup>.”

Si un territoire est soumis à des risques, c’est qu’il présente un certain nombre de vulnérabilités d’ordre naturel, technique, ou socio-économique, voire politique. Les villes anciennement socialistes d’Europe de l’est, dix ans après leur sortie du communisme, connaissent essentiellement des vulnérabilités produites par cette situation, mais qui peuvent s’ajouter à des menaces héritées du mode de gestion territoriale précédent. La remise en cause de tout un système politique, social et économique brouille en tout cas fondamentalement les repères et les regards que la société peut porter sur elle-même et sur ses territoires. Ainsi, ce contexte historique et géographique est-il favorable à l’émergence de représentations “inquiètes” sur les espaces et leurs dangers potentiels. Le contexte historique est marqué par la démocratisation, la décentralisation, la naissance d’une économie de marché ; le contexte géographique auquel nous nous intéresserons est Varsovie, qui présente l’intérêt de concentrer à un degré élevé les mutations territoriales induites par les restructurations sociales et économiques. Le processus de métropolisation dans lequel elle est engagée n’est sans doute pas étranger à l’émergence d’un questionnement sur les risques.

On procédera en deux temps pour étudier les conditions d’émergence d’un questionnement sur les risques en Pologne : d’une façon générale, on verra comment la problématique du risque est largement absente du débat scientifique mais se développe à partir de l’entrée du risque écologique, à la fois dans le discours scientifique et politique. Puis sur l’exemple de Varsovie, on montrera quelles représentations et pratiques spatiales nouvelles apparaissent dans le contexte de transformation structurelle : quels risques attribue-t-on au territoire varsovien depuis 1990 ? Qui formule ces représentations du risque, et avec quelle terminologie ? En quoi des pratiques spatiales inspirées de ces représentations agissent-elles sur les territoires urbains ?

## **I-L’émergence d’un questionnement sur les risques en Pologne : du déni à l’injonction écologique**

En Pologne comme ailleurs, la conception historiquement pionnière du risque est celle du risque non pas naturel mais environnemental (atteintes graves portées aux écosystèmes d'origine anthropique, ici essentiellement industrielle).

### **I.1.La question environnementale sous le communisme**

#### *L'absence du regard géographique*

Le développement de la géographie polonaise depuis l'après-guerre est caractérisé par une domination et une autonomisation progressive de la géographie physique, en particulier de la géomorphologie du quaternaire. Institutionnellement, la position de la géographie dans le champ des " sciences de la Terre " encouragea cette dérive, si bien qu'une enquête menée en 1980 auprès d'une large fraction de la communauté des géographes révélait que 56 % se réclamaient de la géographie physique, dont 26% de la géomorphologie. Un congrès national en 1983 sous forme d'auto-critique collective dénonça la déconnexion de la géographie des préoccupations sociales qui s'exprimaient pourtant vivement dans l'activité clandestine<sup>ii</sup>.

Ainsi, l'intérêt pour la question environnementale fut suscité paradoxalement par les études pionnières d'une figure tutélaire de la géographie économique et humaine en Pologne, Stanisław Leszczycki. Celui-ci posa les premiers jalons de ce " questionnement sur la protection de l'environnement dans les études géographiques ", faisant part notamment de ses hésitations sur la terminologie à construire en polonais (à travers des transferts venus de la langue anglaise) dans un long article paru en 1971<sup>iii</sup>.

Par ailleurs, les pratiques et les politiques économiques dans leur rapport au milieu (naturel ou anthropique) et à ses ressources étaient très ambivalentes. Les impératifs de la politique économique imposaient la mise à disposition prioritaire de ressources à l'appareil industriel, sans contrainte forte sur le traitement des milieux. De même, le système socio-économique assurait à la population de l'énergie (grâce aux réserves charbonnières) et de l'eau sur le mode de la quasi-gratuité. Mais l'abondance ainsi accordée entraînait une situation de pénurie qualitative : la surconsommation d'eau et d'énergie par les acteurs économiques et sociaux éloignait toujours plus les chances d'une gestion rationnelle des ressources, et entretenait donc des situations de pénurie d'eau potable, d'air et de sols non pollués, dont au bout du compte la population faisait les frais.

#### *Représentations du risque écologique : une impossible formulation*

On peut aisément comprendre le caractère parcellaire et lacunaire de la " conscience d'un risque écologique " en Pologne sous le communisme. D'une part, l'absence de coût financier

accréditait sans doute inconsciemment l'idée que l'eau, l'air, n'ont pas de prix. Mais surtout, l'idéologie éducative, les pratiques touristiques et de loisirs, l'encadrement de la jeunesse allaient dans le même sens d'un déni de dégradation et de gestion irrationnelle des ressources. Le rapport au milieu naturel était au contraire placé sous le signe d'une approche sacralisatrice et patrimoniale faite de recension et de contemplation d'espèces ou de milieux naturels rares et préservés (la *puszcza* de Białowieża et ses bisons, les lacs de Mazurie). Et si les atteintes à l'environnement étaient par trop visibles et vécues par la population (Silésie), l'idéologie officielle le mettait sur le compte de la phase capitaliste d'industrialisation. Ainsi, le péril écologique était-il présenté comme un encombrant héritage et non comme une conséquence des modes de production contemporains.

## **I.2.Un tournant dans les années 1980**

Les années 1980 ont pourtant révélé qu'une formulation du risque environnemental était attendue par la société. Les mouvements d'opposition dans la mouvance du syndicat *Solidarność* étaient fortement imprégnés d'une conscience écologique : au sein de cette galaxie complexe, plusieurs organisations se structuraient autour de revendications écologiques, de l'échelle micro à une vision plus globale. Parallèlement, des atteintes graves à l'environnement en mer Baltique (1981) incitèrent les Etats scandinaves à faire pression sur la Pologne, tandis que la catastrophe Tchernobyl, de l'autre côté de la frontière, accentuait l'inquiétude de la population face aux risques technologiques.

Sous ces pressions externes, et en plein durcissement de la mobilisation civile pendant l'état de guerre décrété le 13 décembre 1981, le gouvernement polonais multiplia les rapports sur l'environnement, publia de nouvelles statistiques, et en 1985 parut le premier rapport complet sur l'état de l'environnement en Pologne, incluant notamment une carte de 27 "zones à risques écologiques"<sup>iv</sup> qui connut une large et durable diffusion, jusque dans les manuels scolaires aujourd'hui<sup>v</sup>. Concernant un tiers de la population sur 11% du territoire, cette cartographie n'était pourtant que partielle, car, fondée essentiellement sur les risques d'origine industrielle, elle négligeait les atteintes à l'environnement portées par les transports urbains et l'agriculture.

En écho avec l'émergence d'une préoccupation politique sur la question écologique, dans les accords de la Table Ronde (février-avril 1989), qui signent la fin de l'ère communiste, apparaissent de façon non accessoire des dispositions environnementales, structurées autour du concept d'écodéveloppement d'Ignacy Sachs<sup>vi</sup>. Cette notion proche de celle de développement durable est énoncée dès les préliminaires de la partie économique des accords.

### **I.3. Les années 1990-2000 : l' "injonction écologique" et ses ambiguïtés**

#### *Un "souci" écologique diffus*

Une fois la démocratisation accomplie, la libération de parole profite à des mouvements d'opinion jusque-là bridés, parmi lesquels émerge la revendication écologiste. En quelques années, le mot d'ordre de la préservation de l'environnement, mais aussi de l'abandon de pratiques quotidiennes "à risques" (alcolisme, tabagisme, hygiène alimentaire) envahit les médias, et le label "écologique" bonifie tous types de produits sur un marché de consommation naissant : l'agro-alimentaire bien sûr, mais aussi les matériaux de construction, le para-médical, etc. Pourtant cet engouement demeure superficiel, puisque la production agricole "bio" reste quasiment inexistante, et aucun parti écologiste ne parvient à dépasser un cadre strictement local jusqu'à aujourd'hui.

#### *Intégration européenne et politique environnementale*

Dès 1991, la Politique Ecologique de l'Etat a été rendue publique. Ses premières actions sur les territoires furent le gel d'exploitations minières et les programmes de désindustrialisation des régions écologiquement sinistrées, engagés avant tout au nom de la sécurité sanitaire des populations (Silésie, Sudètes), et secondairement pour cause de perte de compétitivité ou de débouchés. Mais si la structuration institutionnelle de la protection de l'environnement révèle une attention plus soutenue aux questions sanitaires et écologiques, elle se déroule dans le contexte d'une future intégration européenne qui n'est pas sans ambiguïtés. L'adéquation de la Pologne aux centaines de réglementations constituant l'acquis communautaire dans le domaine de l'environnement demande un effort colossal. Cet effort est résumé dans le programme de Stratégie Ecologique d'Intégration (SEI) dont la seule dénomination a le mérite de ne pas masquer l'instrumentalisation du souci écologique au service de l'intégration européenne. Le texte de présentation de la SEI accumule les signes de ce "changement de destinataire" de la politique environnementale, glissant de la société civile aux instances européennes.

#### *Les "zones à risques" : le diagnostic géographique*

Dans ce contexte de repositionnement politique, la demande sociale investit les géographes d'une mission difficile : aménager différemment les territoires, dans un champ politique décentralisé, tout en obéissant aux règles de l'économie de marché. Une géographie active se développe, et dans la suite de la réflexion entamée dans les années 1980 s'engage dans l'analyse des principaux dysfonctionnements du territoire à partir de la notion de "zone à

problèmes ” ou “à risques”. Elle s’épanouit dans la réalisation d’un programme de recherches centré autour de l’idée de bilan territorial au terme de 45 ans de gestion communiste<sup>vii</sup>.

D’après différentes sources, on peut définir ces zones comme des concentrations de dysfonctionnements conflictogènes d’ordre environnemental, technique, socio-économique<sup>viii</sup>.

Ces nombreux textes se situent dans la démarche du diagnostic, en amont de celle du “scénario ” face aux risques territoriaux. Cette notion n’a donc pas vocation à évaluer les probabilités de conflits sur les territoires : inscrite dans une démarche appliquée, elle constate les dysfonctionnements en place pour en préparer la résolution.

Cette réflexion conceptuelle et appliquée à la fois poursuit l’inventaire territorial entamé dans les années 1980, sous la forme d’un nouveau rapport d’expertise réalisé sous les auspices du Programme des Nations Unies pour l’Environnement<sup>ix</sup>.

### *La restructuration du champ politique et la prise en charge de la question environnementale au niveau local*

Depuis 1990, la décentralisation a confié aux communes, puis aux *voïvodies* et aux *powiat*<sup>x</sup> des compétences élargies dans le domaine de l’environnement, mais a également doté les collectivités territoriales d’une autonomie budgétaire difficile à assumer en l’absence de ressources propres au début du processus de décentralisation. C’est pourquoi celui-ci a inspiré une certaine méfiance du côté du Ministère de l’environnement : il prêta aux pouvoirs locaux la tentation de monnayer les territoires et leurs ressources contre des intérêts politiques ou économiques immédiats<sup>xi</sup>. En effet, à partir de 1990, des acteurs nouveaux sont invités à répondre aux inquiétudes collectives face aux mutations sociales et économiques : les collectivités locales. A Varsovie, leur poids est considérable, car elles sont responsables du destin d’une capitale soumise à des jeux d’intérêts et d’influence plus complexes qu’ailleurs. Parmi eux, il faut compter avec la capacité de mobilisation d’une société entraînée depuis l’état de guerre à l’organisation politique et sociale locale sous la forme de “comité autonomes<sup>xiii</sup>” nés dans le sillage de Solidarité, et dont le fonctionnement fut encouragé après 1989. Cet acquis de la démocratisation saura se montrer vigilant pour sauvegarder des milieux naturels menacés ou répondre aux intérêts de micro-collectivités face aux élus.

## **II. Positionnement de la problématique du risque en contexte de métropolisation : Varsovie**

Varsovie n’est pas un centre industriel majeur en Pologne, ce qui marginalise le questionnement sur les risques industriels et techniques, mais l’oriente sur les risques proprement “urbains ” ou métropolitains<sup>xiii</sup>. Elle est la capitale d’un territoire qui s’est senti

historiquement soumis à un risque "géopolitique" permanent (85 % de la ville a été rasé pendant la guerre). Mais elle est engagée depuis 1990 dans une marche vers la métropolisation : marche assumée, proclamée, qui encadre tout questionnement sur le devenir du territoire urbain. La géographie polonaise -et surtout varsoivienne - porte au plus haut point cette aspiration collective, institutionnellement et conceptuellement.

## **II.1.Expertise géographique et aménagement : une approche des risques au service d'un destin métropolitain**

### *La représentation des risques à travers l'expertise géographique*

Les pratiques géographiques à partir de 1990 sont allées dans le sens d'une implication croissante dans la gestion de la cité. Les acteurs publics de l'aménagement ont invité les géographes à se consacrer à l'expertise et à produire des scénarios de développement. Du scénario " ambitieux " au scénario " pessimiste ", ces contributions donnent à voir l'éventail des risques perçus par la communauté scientifique pendant les années 1990, notamment à l'examen des variantes les plus pessimistes proposées par les auteurs<sup>xiv</sup>. Les dangers liés à une surconcentration de richesses dans la capitale envisagée comme un " pôle d'espoir " à l'échelle du pays sont les plus fréquemment cités. Y est associée une cohorte de risques sociaux (déstabilisation sociale, criminalité, dégradation des conditions de logement, ségrégation accusée) tous liés à l'hypothèse d'une métropolisation non contrôlée. C'est en effet dans cet horizon que se développe la réflexion géographique sur les territoires urbains en Pologne : les capacités des différentes villes à participer ou non à ce processus de croissance urbaine intrinsèquement lié à l'intégration aux réseaux européens.

A travers une méthodologie de la comparaison (nationale et internationale) et du classement, on voit alors apparaître une présentation des risques de non-développement métropolitain<sup>xv</sup>. La problématique s'inverse, le territoire n'étant plus sous la menace de tel ou tel dysfonctionnement technique, économique ou social, mais au contraire secrétant lui-même des résistances, des menaces face à l'irrépressible marche vers le statut de métropole européenne.

### *Risques et menaces dans le plan d'aménagement de 1998*

Le dernier plan d'aménagement en vigueur pour la capitale <sup>xvi</sup> fut rédigé grâce aux contributions de géographes varsoviens, imprégnées de cette "mission" métropolitaine. La méthode prospective associe dans le texte un double éclairage : chances de développement – menaces pour le développement ("par menace il faut comprendre un phénomène fondé, une

circonstance, un événement ou un processus se déroulant dans l'environnement urbain en un lieu et en un temps défini, ayant une influence néfaste (négative) sur son fonctionnement et son développement futur <sup>xvii,\*)</sup>.

Le texte du plan d'aménagement conclut sur une liste hiérarchisée de menaces pesant sur le développement de la capitale : l'aggravation du déficit en transports urbains, régionaux et internationaux, pénurie de logements, insécurité, mauvaise gestion des déchets, déficit d'infrastructures métropolitaines (salles de congrès, équipements touristiques, etc), faible degré d'innovation industrielle et éducative, déficit de gouvernance métropolitaine<sup>xviii</sup>. La quête des faiblesses et carences d'ordre économique et fonctionnel est nettement prioritaire ; une seule de ces préoccupations fait état de menaces pesant directement sur la société urbaine (le logement). Le regard porté sur le territoire passe résolument par le prisme du postulat métropolitain : ainsi les risques environnementaux (liés à la pollution de l'eau notamment) ne sont-ils pas ignorés, mais intégrés à cette approche voisine de la notion de seuil de développement. Pourtant, le territoire varsovien n'est pas exempt de risques d'ordre technique, sanitaire, affectant potentiellement la population et non la capacité de développement de la métropole.

#### *Les risques sanitaires et techniques à Varsovie*

Le rapport inaugural de 1985 sur l'état de l'environnement en Pologne répertoriait 27 régions menacées écologiquement. Varsovie n'y figurait pas, ce dont se sont étonnés certains auteurs, invoquant des raisons politiques : le souci de ne pas ternir l'image de la capitale<sup>xix</sup>. Les publications ou rapports placés directement sous l'approche des risques territoriaux sont restés rares, malgré le revirement idéologique entamé dans les années 1980. Les études sur la dégradation de l'environnement à Varsovie posent donc un regard assez décalé sur la question, par une entrée sanitaire<sup>xx</sup>. La fréquence et l'augmentation de maladies cardio-vasculaires permet de cerner la pluralité des sources de risques sanitaires, au-delà de la seule industrialisation<sup>xxi</sup>. Alors, dans un classement des villes à risque sanitaire, Varsovie occupe la troisième place, devant les villes silésiennes, et derrière Poznań et Łódź (villes d'industrie légère). L'utilisation de la grande échelle met aussi en valeur les quartiers centraux comme étant les plus dangereux car ils présentent les plus fortes concentrations de poussières, de métaux et autres substances toxiques dans l'atmosphère.

Les transports constituent la première cause d'exposition au risque sanitaire à travers la pollution atmosphérique qu'ils engendrent (le nombre d'automobiles pour 1000 habitants est passé de 70 à 355 entre 1970 et 1995 à Varsovie). L'évolution du taux d'équipement de la société en automobiles ne connaissant aucun tassement depuis 1995, le taux de pollution a

toutes les chances de s'aggraver. La qualité de l'eau potable est également mise en cause (elle est citée comme le premier danger environnemental dans le plan d'aménagement). Le problème est connu et ancien à Varsovie : la population est alimentée en eau par le réservoir de Zegrze situé au Nord, sur la Vistule. La pollution excessive de la Vistule et du réservoir, ainsi que la vétusté des réseaux ont incité les pouvoirs publics sous le régime communiste à interdire à la population la consommation d'eau du robinet avant ébullition ; cette mesure notoirement insuffisante était cependant la seule réponse suggérée avant 1990.

## **II.2.Pratiques et représentations urbaines autour des risque : une société en quête d'écologie urbaine" et de sécurité**

Une enquête menée en 1980 auprès des habitants de six grandes villes polonaises montrait que la conscience d'un risque écologique pour Varsovie était partout très faible. Les Varsoviens eux-mêmes ne plaçaient leur ville qu'en huitième position si on leur demandait de citer les régions les plus dégradées du pays, et les habitants de la conurbation minière de Haute Silésie ne nommaient même pas la capitale<sup>xxii</sup>. Cependant, on a vu que depuis, la société polonaise s'est découverte une "fibre" écologique nouvelle, ce qui a des implications dans les pratiques spatiales liées à une demande forte de territoires dotés de valeurs de sécurité écologique et matérielle.

Après des décennies de pénurie de logement, le marché de la construction résidentielle a comblé la partie la plus solvable de la demande en s'intéressant d'abord aux investissements les plus rentables : l'immobilier de luxe<sup>xxiii</sup>. Celui-ci s'est développé essentiellement en périphérie, et les prix les plus élevés correspondent aux localisations proches des espaces verts et des parcs naturels entourant la capitale. La qualité de l'environnement est un argument de vente incomparablement plus efficace que le prestige de la centralité (une valeur presque ignorée des Varsoviens) ou l'accessibilité. La préoccupation écologique ambiante dans les représentations collectives des années 1990 a renforcé cette tendance déjà ancrée pour les préférences résidentielles périphériques. Ce souci écologique va jusqu'à des marquages territoriaux révélateurs des valeurs sociales de ces nouveaux résidents : un lotissement récent en bordure de forêt au sud de la ville comprend une "rue de l'écologie"!

Ces mêmes populations sont très soucieuses de leur sécurité. La presse nationale et locale diffuse à l'envi des informations sur une criminalité plus visible et aux aspects nouveaux. Même si les observateurs scientifiques ont insisté sur le rôle de la brutalité des changements sociaux (fragilisation des mécanismes de régulation sociale, alcoolisme, etc) et de l'évolution des médias, la diffusion d'une représentation de Varsovie comme ville dangereuse s'est vite imposée par ce prisme médiatique. En réalité, la dynamique de criminalité - en hausse, mais

non spectaculaire sur le long terme - masque une situation encore très maîtrisable au regard d'autres villes européennes<sup>xxiv</sup>.

Mais le marché de la sécurité matérielle s'est emparé de l'opportunité créée par cette perception de l'insécurité, et a abondamment pourvu la société urbaine en alarmes pour voitures ou appartements, et les ouvertures en rez-de-chaussée des logements se sont vues équipées de grillages. La diffusion spatiale de ces équipements, sur l'ensemble du territoire urbain, dans tous les types de quartiers résidentiels, indique que la géographie de la perception du risque criminel est englobante et ignore la territorialité réelle de la délinquance, qui est restée assez polarisée sur les quartiers les plus pauvres de la ville, en rive droite.

Cependant, là où la population en a les moyens, ce sont des quartiers privés et fermés à l'extérieur, des "communautés fermées", qui ont vu le jour. Encloses, gardées par un système de vidéo-surveillance et/ou par du personnel de sociétés de sécurité, ces lotissements inspirés de modèles américains répondent à une demande pressante du côté de la partie la plus solvable de la société. Les arguments de vente déclinés dans les plaquettes promotionnelles illustrent les nouvelles priorités des élites urbaines : dans l'ordre "à 15 mn du centre, dans un environnement forestier au micro-climat sain, lotissement écologique (sic) avec son propre magasin, terrain clos et gardé"<sup>xxv</sup>

### **II.3.L'impossible gestion des risques face aux stratégies territoriales**

La préoccupation de la population face à la qualité de l'eau urbaine a suscité une réponse politique à la mesure des moyens disponibles au début des années 1990. Le sous-sol varsovien contient des couches oligocènes situées à 200-250 m de profondeur, auxquelles on peut accéder par environ 150 puits. Depuis 1990, une douzaine seulement ont été ouverts au public gratuitement, si bien qu'on a vu surgir de nouvelles files d'attente dans les rues, de personnes chargées de réservoirs. La "corvée d'eau" ainsi réapparue dans les pratiques urbaines installa donc une logique de pénurie officielle face à une ressource toujours aussi rare. Le vocable "eau oligocène" (*woda oligoceńska*) est rapidement entré dans le langage courant pour désigner cette ressource. Cette gestion immédiate et très partielle n'apporte qu'une réponse médiocre en attendant les investissements lourds nécessaires à un véritable assainissement de l'eau.

Face au risque sanitaire représenté par la pollution des transports routiers, les pouvoirs publics proposent de réaliser de toute urgence un système de rocade périphérique, rigoureusement absent jusque là. Outre la pollution liée à la densité du trafic au centre-ville, cette situation est à l'origine de nombreux accidents liés aux transports de matières dangereuses à travers les quartiers les plus peuplés. Mais la ville s'est montrée jusqu'à aujourd'hui incapable de mener

à bien les investissements nécessaires en matière de transports ou d'assainissement des eaux, en raison d'un dysfonctionnement politique : la perte de gouvernance métropolitaine.

La réforme territoriale dont l'élaboration s'est étalée sur toute la dernière décennie n'a pas permis de trouver un statut satisfaisant pour Varsovie, confrontée à un émiettement territorial et à une atomisation des compétences. Au cœur de cette crise de gouvernance, l'argument écologique s'est taillé une brèche, et légitime des revendications venues d'individus ou d'acteurs sociaux ("comités autonomes", associations de riverains) dans le sens du refus d'aménagements urbains forcément attentatoires à l'intégrité physique (donc "écologique") des territoires dont ces acteurs s'estiment être les gardiens.

En effet, l'argument écologique sert finalement à conforter des avantages acquis en termes de localisation résidentielle, ou devient pour des catégories plus modestes un moyen de préserver un statut social en pleine déréliction dans la tourmente de la métropolisation. C'est ainsi qu'on doit comprendre par exemple le conflit d'intérêt entre la ville et les investisseurs d'une part, les bénéficiaires de jardins ouvriers d'autre part. Développés dans les années cinquante sous l'aune de l'idéologie communiste, ces jardins concédés sous forme de baux emphytéotiques par les entreprises à des milliers de bénéficiaires sont présents encore aujourd'hui sous la forme de vastes enclaves au cœur de l'agglomération. Ils assurent essentiellement une production légumière et fruitière, mais leur valeur est plus complexe. Dotés au départ d'une valeur sociale par leurs donateurs, ces jardins ont pour la population une valeur patrimoniale (ils s'en considèrent en fait comme les quasi-proprétaires), paysagère (la grande majorité des Varsoviens est unanime sur ce point) et écologique (ils assurent une auto-production jugée a priori plus saine, même si en réalité la qualité des sols à proximité parfois de zones industrielles est douteuse). La valeur foncière de ces zones, certaines proches du centre-ville, est enfin aujourd'hui énorme, ce qui suscite l'impatience des investisseurs. Ce mouvement n'a cependant d'intérêt que dans son épaisseur sociale : les bénéficiaires de ces jardins sont les anciens employés et salariés des entreprises de l'époque communiste et leurs descendants. Leur virulence peut exprimer le sentiment de n'être pas les bénéficiaires du mouvement d'enrichissement issu de la métropolisation.

### **Conclusion : le territoire et ses risques, entre représentations collectives et stratégies sociales**

La prise de parole collective, la libération de la presse, en somme la restructuration du champ politique et social affectent les représentations du territoire et de ses risques. L'image de Varsovie construite par différentes sources est à multiples facettes : la sphère de la géographie et de l'aménagement projette l'image d'un territoire soumis aux risques d'une non-

métropolisation. Les dysfonctionnements recherchés le sont dans une optique économique et politique prioritaire. Les médias diffusent l'image d'une capitale soumise à des risques avant tout sociaux, et accèdent à l'idée que la sécurité publique n'est pas assurée. De façon plus générale, ils participent très largement – avec le système éducatif – à la formation d'une sensibilité écologique collective. Les pratiques territoriales issues de ces représentations n'ont en revanche rien de strictement collectif : elles sont clairement associées à un positionnement social et à des moyens d'action sur le territoire. L'injonction écologique et sécuritaire renforce les tendances ségrégationnistes des uns, fragilise les autres, qui n'ont pas la même marge de manœuvre dans la recomposition sociale en cours, et s'accrochent à leurs maigres acquis.

Mais par un apparent effet de retournement, tout se passe comme si les peurs liées à l'injonction écologique collective paralysaient d'avance toute démarche susceptible de remédier aux menaces réelles et avérées, comme la pollution de l'air. Car c'est toujours la préservation de l'environnement qui est utilisé comme argument de résistance face aux possibilités de construction de nouveaux ponts sur la Vistule ou des tronçons de rocade à venir. En fait de retournement, il s'agit d'un mouvement d'appropriation territoriale : l'invocation environnementale légitime une revendication individuelle et couvre une stratégie de défense du pré-carré, au détriment d'aménagements collectifs. En cela, cette aspiration pour un "slow growth" à la polonaise accroche effectivement le wagon polonais au train de la métropolisation occidentale.

## **BIBLIOGRAPHIE**

-*Geographia Polonica*, n° 64, Population and environment in industrialized regions, Varsovie, PAN, 1995.

-*Geographia Polonica*, n° 62( 1994) et n° 65 (1995), Global change : polish perspectives, Varsovie, PAN.

-*Strates*, n°6, La question de l'environnement : naissance d'un débat en Pologne, Paris, 1991

-BAILLY Antoine S. (dir), *Risques naturels, risques de sociétés*, Paris, Economica, 1996, 103 p.

-BAŃSKI Jerzy, "Teoria i kierunki badań obszarów problemowych w Polsce (Théories et directions de recherche sur les régions à risque en Pologne), *Przegląd Geograficzny*, vol 71, n°4, 1999, pp. 410-416.

- CHOJNICKI Zbyszko, "Refleksje dotyczące teraźniejszości i przyszłości geografii polskiej" (Réflexions sur l'avenir et le présent de la géographie polonaise), *Przegląd Geograficzny*, 1986, vol 8, n° 3, pp. 357-377.
- GAUDRAY-COUDROY Lydia et WĘCŁAWOWICZ Grzegorz, "Le renouveau du secteur privé de l'habitat et la division sociale de l'espace à Varsovie", in BERTRAND et CHEVALIER (dir), *Logement et habitat dans les villes européennes*, L'Harmattan, 1998.
- GAWRYSZEWSKI Andrzej, et al., *Funkcje metropolitarne Warszawy* (Fonctions métropolitaines de Varsovie), Zeszyty IGiPZ n° 53, PAN, Varsovie, 1998, 144 p.
- KASSENBERG A. et ROLEWICZ Cz., *Przestrzenna diagnoza ochrony środowiska w Polsce* (Diagnostic sur la protection de l'environnement en Pologne), Studia KPZK PAN, vol 89, Varsovie, PWN, 1985.
- KORCELLI Piotr et POTRYKOWSKA Alina (dir), *Zagadnienia rozwoju Warszawy* (Les problèmes de développement de Varsovie) Biuletyn KPZK n° 163, Varsovie, 1993.
- KUKLIŃSKI A. *Gospodarka przestrzenna Polski, diagnoza, odbudowa, prognoza* (L'aménagement de l'espace en Pologne : diagnostic, reconstruction, prospective), Biuletyn KPZK n° 125, PAN, Varsovie, 1984.
- LESZCZYCKI Stanisław, "Zagadnienie ochrony środowiska człowieka w badaniach geograficznych" (le problème de la protection de l'environnement dans la géographie polonaise), *Przegląd Geograficzny*, 1971, vol 43, n°3.
- OTASZEWSKA E., *Określenie głównych rejonów ekologicznie degradowanych, jako przesłanek do polityki przestrzennej na terenie WSW* (Définition des principales régions écologiquement dégradées comme prémisses à une politique spatiale dans l'agglomération de Varsovie), Varsovie, 1991.
- SACHS Ignacy, *L'écodéveloppement*, Paris, Syros, 1998.
- WĘCŁAWOWICZ Grzegorz, *Contemporary Poland*, UCL, Londres, 1996, 200 p.
- Zarząd Miasta Stołecznego Warszawy (ville de Varsovie), *Strategia rozwoju Warszawy do 2010 roku* (Stratégie de développement de Varsovie), Varsovie, 1998, 182 p.

---

<sup>i</sup> BAILLY, 1996, p.2

<sup>ii</sup> CHOJNICKI, 1986

<sup>iii</sup> LESZCZYCKI, 1971. L'auteur cherche notamment un équivalent polonais au mot anglais *disfunction* pour nommer les atteintes à l'environnement. Cette hésitation sémantique traduit le retard conceptuel que connaissait alors la géographie polonaise.

<sup>iv</sup> Au sens littéral (*obszary o ekologicznym zagrożeniu*), il s'agit plutôt de zones soumises à une menace ou à un danger écologique déjà avérés, et non soumises à de possibles dangers. Mais on verra plus loin que le terme

---

*zagrożenie* - littéralement menace - a glissé vers le sens de risque. Du reste, un ouvrage polonais écrit en anglais présente cette même carte en utilisant le terme *hazard*, risque. Le terme *ryzyko* (risque) ne connaît pas d'utilisation dans les sciences humaines aujourd'hui en Pologne : cette thématique ne peut donc être abordée que par son équivalent le plus proche : *zagrożenie*

<sup>v</sup> A. KASSENBERG et Cz. ROLEWICZ, 1985

<sup>vi</sup> voir par exemple Ignacy SACHS, 1998

<sup>vii</sup> Antony KUKLIŃSKI, 1984

<sup>viii</sup> Jerzy BAŃSKI, 1999. L'article recense la plupart des études réalisées sur ce thème dans les années 1980 et 1990 et donne un aperçu des définitions utilisées.

<sup>ix</sup> Stan środowiska w Polsce (l'état de l'environnement en Pologne), rapport UNEP/GRID-Warszawa, 1993. La convention GRID (Global Resource Information Database) a été signée en 1991 entre le gouvernement et l'UNEP.

<sup>x</sup> Respectivement premier et deuxième échelons territoriaux sous le niveau de l'Etat. Les powiat ont été recréés à l'occasion de la réforme territoriale de 1998.

<sup>xi</sup> Krzysztof HERBST, "La difficile émergence d'une conscience écologique en Pologne", *Strates*, 1991, n°6, pp. 65-76.

<sup>xii</sup> *samorząd*

<sup>xiii</sup> Entendus comme les risques "liés à la fois à un renforcement des densités d'occupation diversifiée du territoire et à la multiplication de toute forme d'échange". Voir Patrick PIGEON, "La gestion des risques urbains" in BAILLY (dir), *Risques naturels, risques de sociétés*, Economica, 1996, pp.51-62

<sup>xiv</sup> Piotr KORCELLI et Alina POTRYKOWSKA, 1993

<sup>xv</sup> Andrzej GAWRYSZEWSKI, 1998

<sup>xvi</sup> Zarząd miasta stołecznego, 1998

<sup>xvii</sup> Idem p.98. Le terme "zagrożenie" est utilisé ici.

<sup>xviii</sup> Ibid. p.107

<sup>xix</sup> WECLAWOWICZ, 1996

<sup>xx</sup> Zdzisław BIERNACKI, 1995 et OTASZEWSKA, 1991

<sup>xxi</sup> L'auteur intègre les comportements alimentaires, addictifs (tabac, alcool), la pollution de l'eau, des sols, le bruit, le stress urbain, et souligne la faible perception des risques proprement liés à la civilisation urbaine au sein de la société.

<sup>xxii</sup> Florian PLIT, "La dégradation de l'environnement en Pologne", *Strates*, 1991, n°6, p. 17

<sup>xxiii</sup> GAUDRAY-COUDROY et WECLAWOWICZ, 1998

<sup>xxiv</sup> Au début des années 1990 on enregistrait 48 crimes et délits pour 1000 habitants à Varsovie, 53 à Prague, 66 à Budapest, 147 à Paris, 4 à Kiev, 8 à Bucarest. Au début des années 1970, les chiffres étaient de 31 pour Varsovie, 137 à Paris

<sup>xxv</sup> premières lignes d'une plaquette promotionnelle pour "Pudly Village", 1992